



CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ : NON À FRANCE TRAVAIL !

De réforme en réforme, Macron, Borne et Dussopt n'ont eu de cesse de s'attaquer aux chômeurs/chômeuses plutôt que de s'attaquer au chômage. Leur projet de "France Travail" est la suite logique de leur "loi travail", toujours moins de droits pour les salariés.

Auparavant, ils s'étaient déjà attaqués à la formation professionnelle, à la médecine du travail, à l'inspection du travail, aux droits des prud'hommes... Le code du travail est donc plus épais mais avec plus d'exclusions, de particularités, d'exceptions, de contrats atypiques.

L'objectif reste le même, nous forcer à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel salaire et dans n'importe quelles conditions. La réforme du RSA avec ses 15h d'activité obligatoire est un pas de plus vers le travail forcé.

Ce changement, c'est aussi le retour du fameux « contrat d'engagement » : **plus de devoirs et moins de droits**. C'est encore et toujours plus d'individualisation du traitement du chômage, cela dédouane la collectivité et son système, et **culpabilise celui ou celle qui en est la victime**.

Et pourtant, aucune donnée -et certainement pas celles de Pôle emploi- ne montre que les personnes au chômage ne cherchent pas d'emploi.

La volonté du gouvernement : faire des économies

Faire diminuer artificiellement les chiffres du chômage, c'est s'assurer d'avoir un bon bilan à présenter, même bidon. Ainsi, tout est fait pour que certains allocataires se désinscrivent, quand d'autres sont poussés vers l'auto-entrepreneuriat. Quelqu'en soit les conséquences sur leurs revenus et droits sociaux.

Aussi, c'est aujourd'hui incontestable : à l'échelle mondiale, la réduction de la main d'œuvre ouvrière est observable dans tous les secteurs. **La production tendanciellement croissante se fait davantage avec des machines, une robotique dopée à l'intelligence artificielle.**

CE N'EST PAS D'UN GRAND OUTIL TECHNOCRATIQUE DE FLICAGE DONT NOUS AVONS BESOIN, MAIS D'UN GRAND, ET RÉEL SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI.

Concernant la réforme du R.S.A.

Son versement sera conditionné à des « recherches d'emploi effectives » et à des efforts « vérifiables ». On ne sait pas trop ce que ça veut dire tant cela reste subjectif, à l'appréciation d'agents qui ont des directives et qui ne sont pas toujours suffisamment formés.

Concernant la réforme de l'Assurance Chômage

Nous dénonçons le nouvel accord qui prévoit une baisse des cotisations patronales de près de 2M d'€, mettant ainsi en danger l'avenir même de **l'unédic**, et imposant une nouvelle baisse généralisée des salaires. La mensualisation passera à 30 jours chaque mois (et non plus 30 ou 31 en fonction des mois) faisant ainsi perdre 5 à 6 jours d'allocations à l'année aux personnes indemnisées. Aucune contrepartie valable n'est proposée en échange.

Notre système aujourd'hui, c'est punir les victimes. C'est une forme de travail forcé pour avoir droit à des miettes et ne pas complètement crever, après des décennies de casse industrielle, délocalisations, restructurations, licenciements massifs, fermetures d'entreprises...

La suite ? la casse de toutes formes de service public. La fin de l'accompagnement, le sentiment d'abandon qui en découle, l'absence de solution, le manque de perspectives, le désespoir et la fatalité qui peuvent accompagner le tout. Mais ils s'en foutent des femmes et des hommes que leur système a broyé et sacrifié.

ET DE L'ARGENT, IL Y EN A :

- **Taxons les profits**, bénéfices, dividendes, produits financiers, de tous ceux qui profitent des crises sociales, climatiques, énergétiques, sanitaires.
- **Cessons de faire des dizaines de milliards de cadeaux aux entreprises**, pour qu'elles les transforment immédiatement en profits et en dividendes, sans aucune autre contrepartie.
- **Luttons contre les exonérations de cotisations sociales, contre l'optimisation et la fraude fiscale**, afin de financer les retraites, le chômage et les services publics qui sont complètement à l'abandon.

Cette 21ème journée de mobilisation contre le chômage et la précarité ce samedi 2 décembre doit nous permettre d'agir pour une vie décente débarrassée du chômage, de la précarité, des sales boulots et de la misère !

Organisons nous et imposons nos revendications :

- **REFUS DE LA MISE EN PLACE DE FRANCE TRAVAIL, ANNULATION DES DERNIÈRES RÉFORMES DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET RETOUR AU PARITARISME**
- **L'INDEMNISATION DE 100 % DES SALARIÉS PRIVÉS D'EMPLOI ET PRÉCAIRES PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE, AVEC UN MINIMUM DE 41 EUROS PAR JOURS**
- **UN EMPLOI STABLE, LIBREMENT CHOISI ET CORRECTEMENT RÉMUNÉRÉ POUR TOUTES ET TOUS**
- **L'ARRÊT DES CONTRÔLES ET DES SANCTIONS**
- **LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES CHÔMEURS ET LES PRÉCAIRES, PUIS POUR TOUS**
- **LA RETRAITE À 60 ANS ET UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**
- **LA CRÉATION DES EMPLOIS NÉCESSAIRES POUR QUE LES SERVICES PUBLICS FONCTIONNENT POUR TOUTES ET TOUS**
- **LE GEL DES LOYERS ET L'ANNULATION DE TOUTES LES DETTES LOCATIVES**
- **UNE ALLOCATION EXCEPTIONNELLE DITE « PRIME DE NOËL » ÉTENDUE À TOUS LES CHÔMEURS**

Si nous laissons faire, à n'en pas douter avec eux, ce sera...

FRANCE TRAVAIL

famine, pâtes, riz...

AC ! - APEIS · CGT Chômeurs · MNCP

Avec le soutien de : Collectif UNEDIC, SUD Emploi IDF, CGT Pôle Emploi IDF, Stop Précarité, Solidaires, SUD Culture, Ensemble!, ATTAC, SNU Pôle Emploi IDF...



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ : NON À FRANCE TRAVAIL !

21ÈME RASSEMBLEMENT ANNUEL DES CHÔMEURS CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ LE SAMEDI 02/12/2023

Samedi 2 décembre 2023 à 14H, les organisations de chômeurs rebaptisent Pôle Emploi en France Travail. L'action aura lieu au 3 boulevard Diderot, 75012. Celle-ci sera suivie d'une marche vers l'UNEDIC, et d'une conférence de presse.

Pour la 21ème année, les organisations de privés d'emploi et précaires se rassemblent accompagnées de leurs soutiens pour lutter contre le chômage et la précarité. Le rassemblement de ce 1er weekend de décembre et l'année 2024 à venir, sont placés sous le signe de la lutte contre France Travail. Nous rejetons fermement sa mise en place, ainsi que la réforme de RSA et ses 15h d'activités obligatoires, qui asserviront toujours plus les privés d'emploi et précaires à du travail forcé, via un contrat d'engagement sans réciprocité. Nous exigeons une revalorisation de l'indemnisation et des cotisations.

NOS REVENDICATIONS :

- LE REFUS DE LA MISE EN PLACE DE FRANCE TRAVAIL, ANNULATION DES DERNIÈRES RÉFORMES DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET RETOUR AU PARITARISME
- L'INDEMNISATION DE 100 % DES SALARIÉS PRIVÉS D'EMPLOI ET PRÉCAIRES PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE, AVEC UN MINIMUM DE 41 EUROS PAR JOUR
- UN EMPLOI STABLE, LIBREMENT CHOISI ET CORRECTEMENT RÉMUNÉRÉ POUR TOUTES ET TOUS
- L'ARRÊT DES CONTRÔLES ET DES SANCTIONS
- LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES CHÔMEURS ET LES PRÉCAIRES, PUIS POUR TOUS
- LA RETRAITE À 60 ANS ET UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL
- LA CRÉATION DES EMPLOIS NÉCESSAIRES POUR QUE LES SERVICES PUBLICS FONCTIONNENT POUR TOUTES ET TOUS
- LE GEL DES LOYERS ET L'ANNULATION DE TOUTES LES DETTES LOCATIVES
- UNE ALLOCATION EXCEPTIONNELLE DITE « PRIME DE NOËL » ÉTENDUE À TOUS LES CHÔMEURS

CONTACTS

AC! Alain Véronèse - alain.veronese@gmail.com - 06 09 93 61 09

APEIS Philippe Villechalane - philippe.villechalane@gmail.com - 06 08 99 17 61

CNTPEP-CGT Pierre Garnodier - p.garnodier@cgt.fr - 06 14 54 55 66

MNCP Valentine Maillochon - communication.mncp@gmail.com - 07 57 07 29 87